

Commission Communication du 27 janvier 2011

Présents : JP VIROL / J COULAUD / S LIEBEAU / C ROULEAU / JL NOYER / M BALAINE / P CHANDELLE / F PELATAN.

Excusés: S WAGNER / J BODET / E LEGAY.

Nous accueillons le nouveau délégué de Breuilh, **F PELATAN** qui représentera sa commune jusqu'alors absente et qui nous fera bénéficier de toute son expérience en matière de marchés et commerces en zone rurale.

1 Le Vice Président fait part des travaux en cours et ceux déjà finalisés.

- *la mise en impression des livres- dossiers ou chemises destinés à une meilleure image de nos nombreux documents administratifs diffusés (environ 400 par an) : ils comporteront le logo et les 16 communes de la CCPV.
- *Mais aussi GRELLETY notre mascotte le grillon : coût 730 € pour 1000 dossiers.
-
- *le guide d'accueil est terminé avec là aussi l'insertion du grillon à toutes les pages paires et en tête des chapitres (désormais il parle et avec humour !).
- *afin de participer aux économies du budget, il a été décidé pour la première fois de faire appel aux annonceurs et couvrir les frais d'impression élevés (tirage à 3000 ex.) pour cela 40 emplacements sont réservés aux annonceurs pour une somme de 100€ chacun.
-
- *le Vice Président informe les délégués sur le fonctionnement budgétaire de la compétence communication et NTIC.
- *la partie communication (Trait d' Union et impression affiches, logo, guide) relève du budget général section fonctionnement et subit les économies en cours sur ce budget mais maintenu à 8000/10 000€.
- *par contre la partie nouvelles technologies relève de la partie investissement et dispose d'un chiffre plus élevé grâce au projet qui va nous être présenté par JP VIROL.

2 Projet présenté par JP VIROL.

Le premier Vice-président explique à la commission que pour des raisons de sécurité informatique, (sauvegardes absentes actuellement) et de performances supérieures nécessaires, il est utile que la CCPV s'équipe d'un serveur, pour mettre en relation tous les postes d'ordinateurs afin qu'ils puissent échanger leurs informations sans contrainte.

Mais JP VIROL nous propose aussi de partager cette performance avec tous nos partenaires : les mairies, syndicats de gestion et associations cantonales afin d'échanger les données en temps réel et même converser entre eux ; sans intermédiaires, cela s'appelle l'inter connexion.

Reste un problème à régler, c'est celui du mode de transmission : ADSL / SUPER ADSL... : le sujet va être étudié avec les techniciens et nous en saurons plus bientôt !

3 Exposé de F PELATAN.

F PELATAN fait part de ses expériences en Aquitaine dans l'organisation des AMAP (entente entre producteurs maraîchers et consommateurs sur un marché virtuel) ; elles sont déjà bien implantées ailleurs surtout en zone urbaine.

Un projet est en cours grâce à la commission agri tourisme et celle de l'économie sur la mise en place d'un « circuit court » destiné aux écoles et aux collèges.

F PELATAN fait remarquer que ce principe issu des villes est à repenser au niveau rural.

4 Réformes territoriales.

B DELPRAT rappelle notre position dans la réforme territoriale et notre dernier article de presse :

NON au terroir de la Truffe;

Nous allons poursuivre dans le même sens pour occuper le terrain et faire que, les autres communautés cessent de penser à notre place et tenter de nous conduire où nous ne voulons pas aller !!

La prochaine étape est de contester le SCOT (Schéma d'Orientation Territoriale) qui conduit à séparer la CCPV en deux !

Nos amis d'ISLE ET VERN ont obtenu de Sud-ouest un droit de réponse, car ils sont traités comme nous et notre voix doit porter ! Nous refusons tout morcellement et toute fusion.

5 Divers.

Le prochain Trait d'Union traitera de ce sujet encore... mais aussi :

Tri sélectif / arrivée de la TNT télévision numérique / compétence AGRI TOURISME / le corps des sapeurs pompiers de VERGT / le budget 2011 / les circuits courts/ appel aux annonceurs pour financer le guide.

Enfin, il est proposé à la commission d'entrer dans le réseau social Internet FACEBOOK pour se faire mieux connaître :

Les délégués pensent qu'il faut réfléchir aux conséquences néfastes de ce réseau malgré la présence de nombreuses autres collectivités.

Bernard DELPRAT